

PRISE DE PAROLE
12 SEPTEMBRE 2006
Gilles Fournel

NON A LA FUSION GDF SUEZ
OUI A UN POLE PUBLIC DE L'ENERGIE

Le texte qui est examiné à partir d'aujourd'hui à l'Assemblée nationale confirme l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité et du gaz aux particuliers à compter du 1er juillet 2007.

Il y a soixante ans, la France a fait le choix historique de considérer que l'accès à l'énergie ne pouvaient pas être délégués aux règles du marché. Certes, le contexte était particulier. Ce choix est effectué à la Libération où la reconstruction du pays est une priorité nationale.

Parce que le développement d'un pays au plan économique comme au plan social dépend étroitement de l'accès à l'énergie, le choix a été fait de développer le secteur énergétique dans un cadre public

Ceci a amené à la création des deux entreprises performantes EDF et GDF.

Encore aujourd'hui, nos concitoyens ne peuvent que se satisfaire de ce choix et pas seulement au moment de grosses intempéries comme lors des tempêtes de 1992, 1999 mais parce que moins que d'autres nations nous avons été soumis aux aléas du marché tout en mettant en œuvre des principes comme l'égalité d'accès sur tout le territoire.

Malgré des augmentations récentes dus en partie d'ailleurs, aux premiers effets de l'ouverture de capital, les tarifs restent maîtrisés contrairement à ce qui se passent dans d'autres pays.

Ce qui nous est proposé aujourd'hui, c'est de tourner le dos à cette organisation publique cohérente et efficace.

À compter du 1^{er} juillet 2007, les particuliers pourront abandonner les tarifs administrés du gaz et de l'électricité et acheter l'électricité et le gaz au prix du marché à l'opérateur de leur choix. Les particuliers qui opteront pour la concurrence n'auront aucune possibilité de retour aux tarifs administrés....Le gouvernement fait du prix du marché la référence sur laquelle vont tendre à s'aligner les tarifs réglementés. Une fois cet alignement réalisé, les tarifs régulés seront supprimés.

Dans ce contexte, Privatiser GDF pour soutenir un groupe privé comme Suez revient pour la puissance publique, à ne plus rien maîtriser en matière d'accès à l'énergie, pire encore, c'est faire des cadeaux injustifiés aux actionnaires de Suez, leur donner l'opportunité de se constituer quelques trésors dans les guerres énergétiques qui s'annoncent, avec la raréfaction des ressources pétrolières. Nous restons résolument opposés à cette fusion.

Ses motivations officielles sont incohérentes. Tantôt il faut sauver Suez et mettre cette entreprise à l'abri d'une OPA, tantôt c'est pour donner à Gaz de France les moyens financiers de son développement. Et pour finir, les présidents de ces deux entreprises nous disent que l'opération est depuis longtemps dans les tuyaux.

La Cgt s'oppose à cette décision d'une portée considérable pour le pays, pour le consommateur. C'est une fois de plus une attaque contre l'ensemble des services publics, contre les salariés de l'entreprise qui se sont prononcés démocratiquement contre cette fusion, et enfin c'est une attaque contre les usagers, ce qui explique l'action unitaire engagée aujourd'hui.

Les libéraux, le Gouvernement se donne comme priorité à court terme, la mise en place très coûteuse d'un marché de l'énergie où s'affrontent de grands opérateurs privés alors que l'intérêt général commande d'utiliser les moyens financiers disponibles pour réaliser des investissements. Des investissements susceptibles de satisfaire les besoins des populations. On voit d'ailleurs les premiers effets néfastes de cette politique, avec les tentatives de fermetures de plusieurs plateaux d'accueil clientèle sur le Vaucluse et en périphérie, comme à Châteaurenard, Apt, Cavaillon, Orange, Bollène, et en partie Avignon.

Un pays qui ne maîtrise plus son approvisionnement énergétique est un pays condamné à dépendre d'autres pour son propre développement. Être livré aux impératifs financiers du marché est une pure folie.

Les partisans de l'ouverture du marché soutiennent que la concurrence va faire baisser les prix. Cette affirmation est fautive. Les tarifs du gaz et de l'électricité en France sont inférieurs à ceux du marché.

Par contre, l'État, qui détiendrait désormais une part minoritaire dans le capital, ne pourrait plus contenir l'appétit des actionnaires. Ce changement profond de stratégie entraînera pour accroître des profits, GDF-Suez à spéculer sur le gaz acheté et mettra en péril la sécurité d'approvisionnement et contribuera à tirer vers le haut les prix du marché pour les usagers devenus des clients.

Plutôt que de privatiser GDF, il vaudrait mieux renforcer au sein d'un même pôle public de l'énergie EDF et GDF, nous préconisons même la création d'une agence européenne de l'énergie..

Alors, On comprend l'embarras au sein de l'UMP devant le manque de parole de son président. Il faut se rappeler que Nicolas Sarkozy était ministre de l'Économie et des Finances au moment du changement de statut d'EDF et de GDF (en 2004) et qu'il a juré, la main sur le cœur, que les deux entreprises ne seraient jamais privatisées. L'attitude actuelle du président de l'UMP est inspirée par un calcul politicien lié à la présidentielle. L'UMP, est seule contre tous, elle impose quoi qu'il en coûte un projet concocté dans le secret des cabinets du pouvoir et des grands groupes financiers. Nicolas Sarkozy, après avoir renié l'engagement solennel qu'il avait pris en août 2004 de ne pas descendre la participation de l'État au-dessous de 70 %, a été chargé de faire rentrer dans le rang les récalcitrants.

L'ensemble du pays, comme les citoyens ne doivent pas être sanctionnés, à travers cette posture purement idéologique. Pour la CGT nous sommes bien sûr attentifs aux conséquences sociales pour les salariés de Suez et les agents de GDF de ces choix, mais au-delà, cette décision politique impacterait l'avenir même du pays.

Le débat parlementaire, l'expression de la représentation nationale est un moment important. Nous interpellons solennellement les députés des quatre circonscriptions du Vaucluse, sur leur position au moment de voter dans l'hémicycle, s'ils choisissent la privatisation puis la fusion, ils devront justifier ces choix et leurs retombées devant les vauclusiens. Pour autant, nous ne considérons pas que ce vote clôturera le dossier. L'expérience récente nous montre que ce qu'une loi fait, d'autres dispositions avec un rapport de force suffisant peuvent le défaire. La bataille ne s'arrêtera pas avec l'examen de ce projet de loi par l'Assemblée nationale. La CGT avec les salariés et les usagers continueront le combat. Notre pays et l'Europe tout entière ont besoin de développer des politiques énergétiques durables, diversifiées. Ces objectifs sont incompatibles avec les logiques guerrières de la concurrence généralisée.

L'énergie est un bien que l'humanité aura de plus en plus intérêt à gérer en commun. La privatisation de GDF est un contresens historique.

